

Vers un financement total de l'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada

En mai 2004, le gouvernement du Canada a annoncé que le montant des fonds alloués à cette initiative passerait de 42,2 millions de dollars en 2003-2004 à 84,4 millions de dollars par année d'ici 2008-2009¹. Le montant total du financement n'a jamais été versé.

La Société canadienne du sida demande que, dans le budget 2015-2016, toutes les parties reviennent à leur engagement de 84,4 millions de dollars et que ces ressources additionnelles soient affectées aux subventions et contributions destinées aux collectivités de sorte que les services et les programmes pour les Canadiens à risque de contracter le VIH/sida soient offerts partout au pays.

La Société canadienne du sida est une coalition nationale de 100 organismes communautaires de lutte contre le VIH/sida des quatre coins du Canada. Sa mission est de faire entendre la voix du mouvement communautaire contre le sida au Canada et de faire valoir les droits et les intérêts des personnes affectées par le VIH/sida au Canada. L'année 2014 marque le 28^e anniversaire de la Société, en tant que coalition nationale contre le sida la plus ancienne au Canada.

Au cours des 30 dernières années, le sida est devenu une pandémie mondiale, touchant tous les pays et décimant des collectivités partout dans le monde. À l'échelle mondiale, le nombre estimatif de personnes qui vivent avec le VIH/sida s'élève à 35,3 millions et le nombre de personnes décédées à la suite de cette maladie en 2012 est estimé à 1,6 million. Au Canada, au 31 décembre 2012, 14 030 décès liés au sida ont été recensés. En 2011, selon les estimations, 71 300 personnes sont atteintes du VIH et du sida au Canada, et de ce nombre, 17 825 ne savent pas qu'elles sont infectées au VIH.

¹ Gouvernement du Canada. **L'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada**. Gouvernement du Canada, Ottawa, 2004, p. 11.

L'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada est une initiative horizontale qui est le fruit d'un partenariat entre l'Agence de santé publique du Canada, Santé Canada, les Instituts de recherche en santé du Canada et le Service correctionnel du Canada. La figure 1 indique les tendances sur 11 ans de financement par les quatre ministères définis dans l'Initiative fédérale (2004). Bien que le montant total réel ait atteint 76,2 millions de dollars (en 2012-2013), nous ne sommes pas encore près de la somme visée pour répondre aux besoins des personnes qui vivent avec le VIH ou qui sont à risque de contracter cette infection.

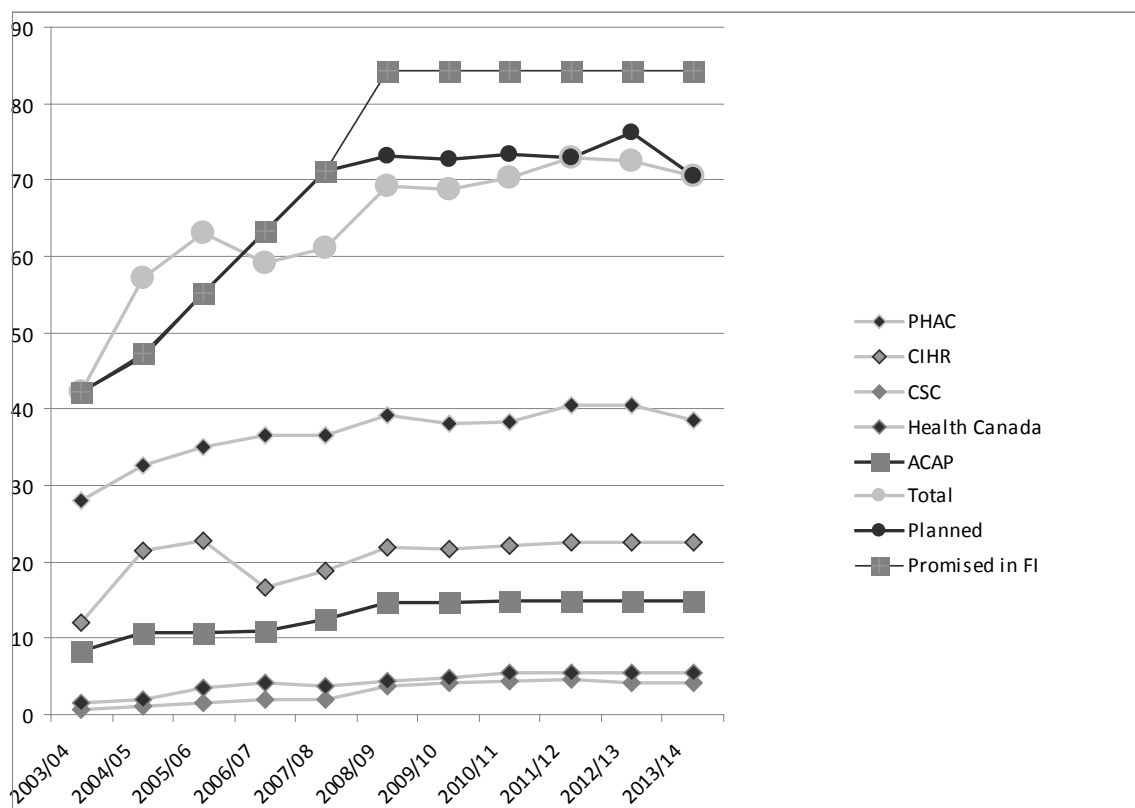


Figure 1 – Résultats indiqués annuellement par l'intermédiaire du Secrétaire du Conseil du Trésor, 2004-2014².

Traduction de la figure 1 :

ASPC
IRSC
SCC

² L'accès aux données pour 2003-2004 a été obtenu à la suite d'une demande d'accès à l'information présentée en 2005.

PACS

Total

Prévu

Promis dans l'Initiative féd.

2003-2004 2005-2006 2006-2007 2007-2008 2008-2009 2009-2010 2010-2011 2011-2012 2012-2013

La majeure partie du financement des organismes de services communautaires de lutte contre le sida provient de l'Agence de la santé publique du Canada par le truchement du Programme d'action communautaire sur le sida (PACS). Lorsque le budget annuel de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida n'était que de 42,2 millions de dollars, un montant de plus de 8 millions de dollars était versé, par des subventions et contributions, à des organismes communautaires et des groupes autochtones dans l'ensemble du Canada. Ces subventions servaient à financer les services communautaires de soins, de soutien et d'éducation dans les villes et les villages du pays.

Lorsque le gouvernement a annoncé en 2004 qu'il allait doubler le financement alloué à la Stratégie canadienne sur le VIH/sida, ces groupes ont accueilli la nouvelle avec beaucoup d'enthousiasme puisque leur financement ne s'était pas accru au rythme escompté alors que l'épidémie continuait d'atteindre de nouvelles populations et collectivités au Canada. Le financement des organismes communautaires stagnait depuis des années avant l'annonce de 2004. Lorsque les fonds ont commencé à être répartis, les groupes avaient bon espoir qu'un montant double de financement équivaldrait au double des ressources qui leur seraient accordées. Ce ne fut pas le cas.

La figure 2 montre le financement alloué au Programme d'action communautaire sur le sida selon les données communiquées entre 2003 et 2010³. Ce type de données n'est pas disponible pour 2010-2014, en raison d'un changement dans la manière de transmettre l'information, mais selon nos organismes membres, ce niveau de financement n'a pas changé durant cette période.

³ Données provenant de la base de données sur les résultats des initiatives horizontale du Conseil du Trésor du Canada de 2003 à aujourd'hui.

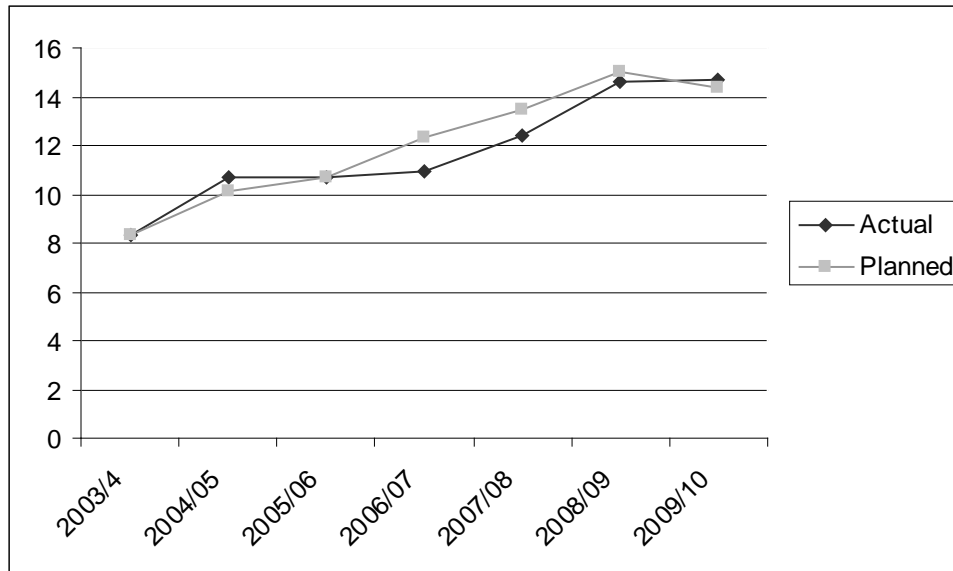


Figure 2 – Financement de 2003 à 2010 du Programme d’action communautaire sur le sida

Traduction de la figure 2 :

Réel

Prévu

2003-2004 2005-2006 2006-2007 2007-2008 2008-2009 2009-2010

En 2011, la Société canadienne du sida a publié *Le coût économique du VIH/sida au Canada*, une étude réalisée par JoAnn Kingston-Riechers. Cette étude révèle que les coûts en soins de santé et en productivité associés au VIH/sida ont dans l’ensemble augmenté depuis les dernières estimations d’environ 22 %. Depuis 2001, le taux de survie supérieur a réduit les pertes de productivité par personne et a augmenté les coûts des soins de santé par personne atteinte du VIH/sida. Nous estimons la valeur actuelle nette de la perte économique attribuée aux personnes nouvellement séropositives à 4 031 500 000 \$, soit 1,3 million de dollars par personne⁴.

Avec ces chiffres, nous pouvons calculer que chaque année, même avec une estimation prudente de 2 000 nouveaux cas de VIH par année au Canada⁵, l’incidence économique

⁴ Kingston-Riechers, Ph. D. **Le coût économique du VIH/sida au Canada**. Société canadienne du sida, Ottawa, 2011.

⁵ En 2012, dernières données disponibles, 2 062 rapports de tests séropositifs transmis à l’ASPC.

se chiffre à 2,6 milliards de dollars en pertes de productivité et de qualité de vie et en coûts de soins de santé.

Ce ne sont pas des chiffres négligeables et il est possible de s'attaquer au problème par un meilleur soutien aux programmes et aux services à l'échelle communautaire. Il est extrêmement désolant de constater que ces ressources n'ont pas été offertes devant ce besoin criant.

En 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, le gouvernement fédéral n'a même pas accordé à ces programmes et services un montant équivalant aux dépenses autorisées. Cela est inacceptable devant les besoins croissants des organismes communautaires.

La situation a beaucoup changé au Canada depuis les 30 dernières années quant à la manière dont se vit l'épidémie de VIH. Ceux qui peuvent avoir accès à un traitement vivent plus longtemps avec la maladie, ce qui soulève de nouvelles préoccupations pour les personnes qui vieillissent avec cette maladie grave. Nous assistons à de moins en moins de décès, mais les maladies liées au VIH/sida et les effets secondaires des traitements à long terme sont à la hausse.

L'épidémie s'est ancrée dans des milieux qui sont aussi grandement affectés par la pauvreté, la discrimination et un accès restreint à l'éducation et aux services de santé de base. Les personnes de ces milieux n'ont pas facilement accès aux traitements offerts et elles sont donc touchées par un taux de décès et d'infection plus élevé. Il faut varier le contenu des activités de prévention et de sensibilisation et les concentrer sur ces milieux vulnérables alors que nous en apprenons toujours plus sur les démarches complexes qui peuvent amener les gens à adopter des habitudes qui protégeront leur santé à long terme.

Cette expérience et cette expertise sont présentes dans les groupes communautaires qui luttent contre le VIH/sida. Comme la ministre de la Santé, l'honorable Rona Ambrose, l'a récemment signalé : « La société civile et les groupes autochtones du Canada jouent un rôle actif et important dans les efforts visant à prévenir l'acquisition et la transmission de

l'infection par le VIH, à faciliter l'accès aux services de prévention, aux soins et aux traitements, et à améliorer les résultats pour la santé des personnes vivant avec le VIH ou le sida ou touchées par cette maladie au Canada⁶.»

Il est temps que le soutien dont ont besoin ces groupes soit pris en compte dans le débat sur le budget fédéral.

⁶ Communiqué de presse : **Le gouvernement du Canada fait preuve de leadership international contre le VIH/sida**, 2014-07-23, accès en ligne à http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=869979&_ga=1.268202510.1818078177.1391736545, 31 juillet 2014.